



HAL
open science

Les renouveaux de l'action politique

Pascal Perrineau

► **To cite this version:**

Pascal Perrineau. Les renouveaux de l'action politique. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 1998, 60, pp.112-117. 10.3406/xxs.1998.2762 . hal-01027542

HAL Id: hal-01027542

<https://sciencespo.hal.science/hal-01027542>

Submitted on 22 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les renouveaux de l'action politique

In: Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°60, octobre-décembre 1998. pp. 112-117.

Abstract

Renewals in Political Action, Pascal Perrineau.

Conventional wisdom by the French themselves and even more foreigners think of political commitment in France as militantism on the model of its golden age in the 1950s and 1960s. But these representations are far from the realities covered by the word "engagement". It thus seemed necessary to review these old forms, to assess their durability and to detect the signs of a renewal. The most important seems to be the unsatisfied social demand for a "post-policy." The present crisis of political participation might be born from the difficulty of the political system to respond to citizens' new demands more than a subtle and deep depolitization of the social body.

Citer ce document / Cite this document :

Perrineau Pascal. Les renouveaux de l'action politique. In: Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°60, octobre-décembre 1998. pp. 112-117.

doi : 10.3406/xxs.1998.2762

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1998_num_60_1_2762

LES RENOUVEAUX DE L'ACTION POLITIQUE

Pascal Perrineau

L'engagement, « passion française » par excellence, reconnue telle par nos concitoyens comme par les étrangers, est l'objet de représentations uniformes ou nostalgiques qui trop souvent masquent l'évolution de ses formes et de ses registres. La crise actuelle de la participation politique trouverait ainsi sa source dans la difficulté de notre système à répondre aux attentes et aux actions nouvelles des citoyens, plutôt que dans une dépolitisation en profondeur du corps social¹.

L'image courante de l'engagement politique en France est celle d'un engagement fort et dense. C'est souvent l'image que les Français ont d'eux-mêmes, avec une secrète nostalgie des années militantes qu'auraient été les années 1950 et 1960. C'est encore davantage l'image que l'étranger a de la France, pays des « passions politiques ». Ces représentations ne recourent que très imparfaitement la réalité de l'engagement. D'où la nécessité de revisiter ses formes anciennes, de prendre la mesure de leur pérennité et de déceler les tendances d'un renouveau.

Les formes traditionnelles de l'engagement que sont l'implication parfois prophétique de l'intellectuel dans le débat

public, les militantismes partisan, syndical et associatif, sont encore aujourd'hui présentes mais connaissent des évolutions et recompositions alors que de nouvelles formes d'engagement sont en gestation.

○ LE CRÉPUSCULE DE L'ENGAGEMENT

Au tournant du 19^e et du 20^e siècles, l'affaire Dreyfus avait érigé les intellectuels en arbitres moraux de la nation. Forts de cette position centrale, nombre d'intellectuels développent ce que Tony Judt relève comme étant une tendance lourde de l'intelligentsia française depuis la Révolution, à savoir une grande « ouverture aux formes les plus radicales d'historicisme, notamment celles qui absolveaient les hommes de toute responsabilité morale privée »². La conviction qu'il ne peut se produire de changement sans rupture et la haine du libéralisme leur fit explorer les voies du fascisme et du communisme. Dans les années 1944-1956, l'apologie de la terreur, la justification de la violence comme « expression de l'humanisme prolétarien », l'anti-américanisme et la russophilie furent monnaie courante. La lutte pour la décolonisation, le tiers-mondisme récupérèrent plus tard une partie de cet héritage de radicalité critique. La victoire de la gauche en 1981 vit un retournement

1. Une partie de cet article a été publiée dans P. Perrineau, « D'une participation politique dirigée par les élites à une participation les défiant », dans *L'État de la France 97-98*, Paris, La Découverte, 1997, p. 18-21.

2. Tony Judt, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France (1944-1956)*, Paris, Fayard, 1992.

de la conjoncture idéologique allant en sens inverse du courant politique. La décennie 1980 fut celle du retrait, du doute, du «silence des intellectuels» que le premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, dénonça dans *Le Monde*. Ce retrait de la figure de «l'intellectuel engagé» et la perte d'influence de «la tribu des clercs», selon l'expression de Rémy Rieffel, obéissent alors à une série d'évolutions de longue durée¹.

La tertiarisation de la société, le progrès économique et social, la spécialisation croissante de l'Université, le développement des médias ont à la fois remis en cause la position de médiateur de l'intellectuel, sa vocation de porte-parole auto-proclamé, et érodé ses convictions révolutionnaires. Ces années 1980 voient certains intellectuels réinvestir leurs ardeurs missionnaires et excommunicatrices dans leurs disciplines, principalement les sciences humaines. Les passions publiques ne se déguisent plus en philosophies – ce que dénonçait Alexis de Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution* – mais en sociologies. Le «retour du refoulé» est toujours possible et on assiste, dans les années 1990, à un retour de la figure de «l'intellectuel engagé» à propos du mouvement de novembre-décembre 1995, de la lutte des sans-papiers, de la mobilisation contre la loi Debré sur l'immigration clandestine ou encore de la lutte contre le Front national. La figure du «professionnel de l'indignation» (selon la terminologie de Rémy Rieffel) resurgit. On voit, par exemple, en novembre-décembre 1995, un affrontement intellectuel entre deux pétitions, celle de la revue *Esprit* et celle animée par Pierre Bourdieu, occuper le devant de la scène. Cependant, au-delà du recyclage d'une certaine radicalité critique, s'impose un mode d'engagement plus ciblé, plus ponctuel et parfois plus responsable que dans les interventions d'antan. La pétition de la revue *Esprit*, qui

ne négligeait pas les aspects techniques, gestionnaires et économiques du dossier de la réforme de la protection sociale, témoigne de cette évolution et du souci de certains intellectuels de faire sa place à «l'éthique de responsabilité».

Dans un pays où entre le citoyen et l'État les corps intermédiaires ont toujours été faibles, les partis n'ont jamais eu un grand succès. Sauf dans l'euphorie de l'après-seconde guerre mondiale où les partis attirèrent un nombre important d'ardeurs militantes, le taux de pénétration partisane (rapport entre le nombre d'adhérents et la population de 18 ans et plus) n'a jamais dépassé les 3 % de la population inscrite sur les listes électorales. Les évolutions récentes telles qu'elles ont été étudiées par Colette Ysmal montrent que des années 1970 aux années 1980 et 1990 la situation n'a pas profondément changé².

De 1,5 % en 1959, le taux croît légèrement jusqu'au début des années 1980 (1,8 % en 1963, 2,3 % en 1974, 2,6 % en 1982, 1,7 % en 1986, 1,7 % en 1992). Sur toute la période la France a le taux de pénétration partisane le plus faible d'Europe occidentale. Quand on observe les mouvements force par force, on constate une hausse sensible des effectifs partisans à gauche dans les années 1970, suivie d'une forte décrue par la suite. En revanche, dans les années 1980 et 1990, les partis de droite connaissent une légère progression. Après une décennie 1970 qui a vu fleurir le militantisme à gauche et dans nombre de mouvements sociaux porteurs de valeurs postmatérialistes (écologie, droits des femmes, régionalisme, pouvoir dans l'entreprise...), les décennies 1980 et 1990 voient éclore un militantisme de droite et surtout de droite extrême. De groupuscule dans les années 1970, le Front national passe au stade de la machine partisane à la fin des années 1980 avec plus de

1. Rémy Rieffel, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République (1958-1990)*, Paris, Calmann-Lévy, 1993.

2. Colette Ysmal, «Transformations du militantisme et déclin des partis», dans P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994, p. 41-66.

50 000 adhérents. Ce militantisme frontiste met des formes anciennes d'engagement (distribution de tracts, manifestations comme le défilé du 1^{er} Mai devant la statue de Jeanne d'Arc, fêtes régulières comme le rendez-vous des Bleu-Blanc-Rouge, vente de la presse du parti sur les marchés ou encore collage d'affiches) au service d'objectifs nouveaux (sécurité, lutte contre l'avortement...) ou d'objectifs plus anciens « revus et corrigés » (immigration, nationalisme...). Ce militantisme est à la fois résurgence de modes d'engagements que la France a pu connaître dans le passé, dans les années d'entre deux guerres ou lors de la guerre d'Algérie, mais il s'adapte aussi à des enjeux caractéristiques du passage difficile d'une société industrielle à État protecteur vers une société postindustrielle davantage exposée aux « vents du dehors » (immigration, choc des cultures, Europe, mondialisation...). En cela, le militantisme du Front national a un pied dans le passé et un pied dans le présent. Le centre de gravité du militantisme politique s'est ainsi déplacé à droite. Ce regain militant de l'extrême droite n'a cependant rien à voir quantitativement avec l'impact du militantisme communiste dans les années d'après guerre.

À la faiblesse générale des effectifs militants des partis français, s'ajoute une grave crise de leurs fonctions programmatique, socialisatrice et intégratrice. Les partis ne sont souvent plus que des machines à sélectionner des candidats et perdent peu à peu le rôle social que les partis de gauche (et le PCF en particulier) pouvaient jouer dans les années 1950 en matière d'intégration des couches populaires. Ce déclin a entraîné une rapide dégradation de l'image des partis et en particulier de leur capacité de représentation. Interrogés par la SOFRES en octobre 1996, 27 % seulement des Français ont le sentiment d'être bien représentés par un parti politique (en 1989, ils étaient 39 %).

Si les évolutions sont modérées sur le terrain partisan, elles sont en revanche

abruptes sur le terrain syndical¹. Certes le syndicalisme français a toujours été faible et, à l'exception de brèves flambées historiques (1920, 1936, la Libération), il n'a jamais regroupé plus de 25 % des salariés. Cependant, de 25 % encore au milieu des années 1970, le taux de syndicalisation s'est effondré aujourd'hui aux alentours de 8 %. Les bouleversements de l'économie, les transformations de la main-d'œuvre et la modification du rôle de l'État ont touché de plein fouet un syndicalisme déjà faible et divisé. Le mouvement social de novembre-décembre 1995 qui a vu le retour sur le devant de la scène des acteurs syndicaux n'a pas enrayer la crise de la représentation syndicale. Seuls 17 % des Français interrogés par la SOFRES en octobre 1995 avaient le sentiment d'être bien représentés par un syndicat ; un an plus tard, en octobre 1996, ils n'étaient plus que 15 %.

Nouveaux cadres, nouveaux registres

Longtemps présenté comme un pays rétif à la vie associative, la France a connu en fait un fort développement du tissu associatif dans les années 1960 et 1970 où il semble accompagner le mouvement de croissance de l'État-providence et l'éclosion, comme l'écrit Martine Barthélémy, « d'une idéologie associative qui exprimait la montée des nouvelles luttes pour l'amélioration du cadre de vie et plaçait les associations au cœur du dispositif stratégique des forces politiques en renouvellement »². Le taux de création d'associations pour 100 000 habitants qui était de 39 % en 1960 avait ainsi crû jusqu'à 85 % en 1977, 104 % en 1982 pour ensuite connaître un tassement à la fin des années 1980. En termes de nombre de Français faisant partie d'une association, le pourcentage, qui est de 48 % en 1981

1. Guy Groux, René Mouriaux, « Syndicalisme sans syndiqués », dans P. Perrineau, *L'engagement politique...*, op. cit., p. 67-86.

2. Martine Barthélémy, « Les associations dans la société française », *Cahiers du CEVIPOF*, 10, juin 1994.

dans la population de 18 ans et plus, s'érode ensuite sensiblement, sachant que plus de la moitié des adhésions est constituée par un groupe qui comprend les clubs sportifs, les clubs du troisième âge, les anciens combattants, les anciens élèves et anciens d'une entreprise ou encore les associations musicales et culturelles. Les associations à vocation davantage militante (locataires, parents d'élèves, solidarités professionnelles, religieuses ou humanitaires) ne représentent que moins de 40 % des adhésions. Dans son étude sur les associations, Martine Barthélémy note que «la participation associative est à certains égards aussi en crise, en particulier l'appartenance active aux groupements intégrés à des réseaux structurés et le militantisme associatif que l'on cumule avec les militantismes partisan et syndical».

Face à cette langueur qui semble saisir les modes les plus traditionnels de l'engagement, de nouveaux repères apparaissent (question identitaire, question du libéralisme culturel, question éthique, société ouverte/société fermée), sans qu'aucun pour l'instant ne puisse imposer sa logique aux autres. Il en ressort une forte impression de brouillage, de désorientation et de décomposition. Dans un contexte de fortes attentes vis-à-vis de la politique, mais d'émancipation vis-à-vis des idéologies et partis traditionnels, des citoyens informés et compétents sont prêts à se mobiliser autour de grands enjeux (solidarité, exclusion, chômage, inégalités...).

De nouveaux lieux en deçà ou au-delà de la scène nationale s'affirment ou renaissent sous un visage nouveau. Le «retour du local» qui semble marquer nombre d'élections locales depuis la fin des années 1980 (municipales de 1989 et 1995, cantonales et régionales de 1992), n'est pas le retour de l'archaïque mais l'invention d'un local élargi dans une perspective continentale renforcée¹. L'apparition de

carrières politiques articulées autour du couple région-Europe témoigne de ce renouvellement du local. De nouveaux espaces de référence s'imposent dans le débat politique : région, Europe, monde... La société devient une société d'archipel. De nouveaux clivages politiques se dessinent entre ceux qui revendiquent ce monde mobile et discontinu et ceux qui s'en sentent exclus, comme l'a montré, par exemple, le référendum de 1992 portant sur la ratification du traité de Maastricht².

De nouvelles formes de participation apparaissent, multifformes. Certaines correspondent à des engagements étroitement ciblés (associations à objet ponctuel et à forte dimension morale comme Amnesty International, associations humanitaires, mouvements antiracistes) ou feutrés (lobbyisme, expertise). D'autres prennent la forme d'engagements bruyants et protestataires (grandes manifestations des années 1980 et des années 1990 autour de l'école, de l'antiracisme, mobilisations anti-Front national ou encore participation politique des immigrés ou de leurs enfants – mouvement des «sans-papiers» de l'été 1996). Enfin est apparue une nouvelle forme de «démocratie du public», organisée entre autres autour du sondage et des médias qui semble à la fois épuiser de vieilles formes de participation, en particulier militante, et dessiner le profil d'une participation «soft», touchant même les citoyens apathiques et inventant une nouvelle forme d'interactivité entre représentés et représentants, où l'au-delà de la représentation ne se manifeste plus exceptionnellement, mais quotidiennement³. L'archétype de ce nouveau type d'engagement a été la mobilisation entretenue par Greenpeace, durant l'été 1995, contre les essais nucléaires français dans le Paci-

1. Jean Viard, *La société d'archipel*, Paris, Editions de l'Aube, 1994.

2. Pascal Perrineau, «L'enjeu européen, révélateur de la mutation des clivages politiques dans les années 1990», dans F. d'Arcy, L. Rouban (dir.), *De la V^e République à l'Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 45-59.

3. Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

fique. Au triptyque de la « démocratie de partis » organisée autour des partis, de la mobilisation de masse et des négociations terminales, s'est substitué le triptyque de la « démocratie du public » mettant en avant groupes de pression, experts en communication, stratégies d'image et agora médiatique et sondagière.

Ce renforcement de la participation politique en dehors du moment électoral est général en Europe. En 1990, selon la grande enquête menée par la Fondation européenne de la science ¹, une majorité de la population européenne (56 %) déclarait une ou plusieurs activités de participation politique extra-électorale (manifestation, pétition, boycottage, occupation de locaux, violence...). Le pourcentage de citoyens ayant recours à cette participation non conventionnelle n'a cessé de croître : 15 % en 1959, 31 % en 1974, 45 % en 1981. Parmi un échantillon de treize pays européens, seules l'Espagne, la Finlande et l'Irlande enregistraient en 1990 un taux inférieur à 50 %. Avec 57 %, la France se situait dans la moyenne européenne.

O UNE DEMANDE SOCIALE DE « POSTPOLITIQUE »

Dans cette « nouvelle politique », dans ce nouvel engagement politique qui se dessine, deux processus lourds sont à l'œuvre. D'une part, le répertoire d'action des citoyens s'est considérablement ouvert, allant de la réponse à un sondage à l'engagement protestataire dans une manifestation violente, en passant par toute la palette des engagements intermédiaires. Le citoyen peut jouer sur un clavier très important sans que les modalités de participation soient exclusives les unes des autres, et l'utilisation routinisée de tel ou tel engagement traditionnel (militantisme, vote) peut alors se raréfier. En particulier chez les jeunes se met en place un « nou-

veau répertoire de l'action politique » de plus en plus éclectique et bricolé.

D'autre part, l'engagement politique est travaillé par un profond processus d'individuation et de personnalisation. Les engagements traditionnels (action dans le cadre d'un parti, manifestations) s'atomisent et se privatisent. La crise de l'engagement reflète l'inadaptation des structures de participation existantes à la tendance croissante à l'individuation. C'est peu à peu le modèle même de la citoyenneté qui évolue et, comme l'écrit Jacques Ion, « au modèle communautaire du citoyen engagé succède le modèle sociétaire de l'associé » ². L'engagement militant, sans disparaître, laisse davantage de place à l'engagement distancié, qui « suppose ... des individus déliés de leurs appartenances, valorisant des ressources personnelles, se mobilisant ponctuellement sur des objectifs limités pour une durée déterminée, privilégiant l'action directe et l'efficacité immédiate même restreinte » ³. De nombreuses modalités nouvelles d'engagement, particulièrement chez les jeunes, sont marquées par ce processus d'individuation qui semble caractériser une « postpolitique », subissant une évolution comparable à celle de la morale, de la modernité ou du matérialisme, auxquels a été attribué le même préfixe.

Cette demande sociale d'une « postpolitique » n'a pas encore rencontré l'offre politique qui puisse la satisfaire. Les partis et les hommes politiques sont encore pour l'essentiel porteurs des modèles d'engagement caractéristiques de la « vieille politique » (militantisme traditionnel, participation électorale régulière, etc.). La crise de la participation politique de la fin des années 1980 et du début des années 1990 n'est donc pas aussi surprenante qu'on veut bien le dire.

2. Jacques Ion, « L'évolution des formes de l'engagement public », dans P. Perrineau, *L'engagement politique...*, *op. cit.*, p. 23-39.

3. Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

1. Max Kaase, Kenneth Newton, *Beliefs in Government*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

Elle s'enracine dans cette difficulté du système politique à répondre aux nouvelles demandes des citoyens, et non dans une subite et radicale dépolitisation de ceux-ci. La crise de l'engagement n'est pas le signe d'une mort prochaine du politique. Elle est en fait une crise de mutation : de vieilles modalités d'engagement meurent et de nouvelles cherchent à naître. Celles-ci semblent dessiner le portrait d'un citoyen de l'an 2000 moins intensément impliqué dans les modes de participation les plus institutionnels (vote, adhésion à un parti) et à la recherche de modes de participation de plus en plus directs et venant « court-circuiter » les instances traditionnelles de la représentation politique. Ce citoyen moins respectueux des pou-

voirs institués et des élites, moins fidèle aux grandes organisations verticales et passant avec célérité d'un mode de participation à l'autre, n'hésitant pas à explorer les voies de l'engagement protestataire, ne sera pas le citoyen serein et paisible d'une démocratie libérale pacifiée, mais le citoyen inquiet et imprévisible d'une démocratie toujours conflictuelle.



Agrégé de science politique, directeur du CEVIPOF, Pascal Perrineau, après avoir dirigé la publication des actes d'un colloque remarqué sur l'engagement, a récemment publié Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national (Paris, Fayard, 1997).